



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des outre-mer**

Service militaire adapté
Régiment du service militaire adapté
de Polynésie française

Cahier des clauses particulières (CCP)

Maître de l'ouvrage

Etat - Ministère chargé des Outre-mer

Projet 2024-06

Objet de la consultation

**Polynésie française
HAO (TUAMOTU) – RSMA-Pf – CFP4**

Création d'une nouvelle compagnie / Travaux annexes:

**Mission coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), phase
conception/réalisation**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Décomposition de la mission en tranches et parties techniques	4
1.2.1 Décomposition en tranches	4
1.2.2 Décomposition en parties techniques.....	4
1.3 Intervenants	5
1.3.1 Titulaire.....	5
1.3.2 Maîtrise d'ouvrage – Acheteur	5
1.3.3 Maîtrise d'œuvre	6
1.3.4 Ordonnancement – Pilotage et coordination.....	6
1.4 Travaux intéressant le ministère chargé des Outre-mer	6
1.4.1 Obligations de discrétion.....	6
1.4.2 Mesures de sécurité propres au ministère des armées.....	6
1.5 Développement durable.....	7
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	7
ARTICLE 3. CONTENU DE LA MISSION.....	8
3.1 Principes généraux et étendue de la mission de coordination	8
3.2 Contenu de la mission	8
3.2.1 Partie Conception.....	8
3.2.2 Partie Réalisation / Travaux	9
ARTICLE 4. AUTORITÉ, MOYENS ET OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SPS.....	11
4.1 Le maître d'ouvrage s'engage :.....	11
4.2 Autorité , moyens et obligations du coordonnateur SPS.....	12
4.3 Présence sur chantier du coordonnateur SPS.....	13
ARTICLE 5. NATURE DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION	14
5.1 Modalités	14
5.2 Contenu	14
ARTICLE 6. REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION.....	15
6.1 Modalités	15
6.2 Contenu	15
ARTICLE 7. DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE	15
7.1 Modalités	15
7.2 Contenu	16
ARTICLE 8. DELAIS.....	16
8.1 Durée des missions	16
8.2 Délais d'intervention du coordonnateur	17
ARTICLE 9. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
9.1 Contenu des prix – mode d'évaluation des prestations	17

9.2	Avance.....	18
9.2.1	Condition de l'avance.....	18
9.2.2	Modalités de calcul et de remboursement de l'avance.....	18
9.2.3	Païement de l'avance.....	19
9.3	Règlement des comptes.....	19
9.4	Variation dans les prix.....	19
9.4.1	Forme des prix.....	19
9.4.2	Mois d'établissement des prix du marché.....	19
9.4.3	Choix de l'index de référence.....	19
9.4.4	Modalités de révision des prix.....	19
9.4.5	Application de la TVA.....	20
9.5	Délai global de paiement.....	20
9.6	Intérêts moratoires.....	20
9.7	Retenue de garantie.....	20
9.8	Nantissement.....	20
ARTICLE 10. DELAIS - PÉNALITES DE RETARD		21
10.1	Pénalités pour retard dans la remise de document.....	21
10.2	Pénalités pour absence aux réunions.....	21
10.3	Pénalités pour non visite du chantier.....	21
ARTICLE 11. ARRET DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....		21
ARTICLE 12. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....		21
ARTICLE 13. ADMISSION DES PRESTATIONS – REGIME DES RESULTATS.....		22
13.1	Remise des documents.....	22
13.2	Admission des prestations.....	22
13.3	Transfert de propriété – Régime des résultats.....	22
ARTICLE 14. DOCUMENTS A PRODUIRE.....		22
ARTICLE 15. ASSURANCE.....		22
ARTICLE 16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX		23

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier **des clauses particulières (CCP)** concernent l'opération suivante :

**HAO – Régiment service militaire adapté de Polynésie française – création
d'une nouvelle compagnie / Travaux annexes – Mission coordination sécurité et protection
de la santé (CSPS), phase conception/réalisation en matière de sécurité et de protection de
la santé des travailleurs**

Les travaux annexes font référence à la création des installations techniques, la création d'une base vie et la construction d'un poste de transformation.

Au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail, l'opération appartient à la **deuxième catégorie**.

L'opération est soumise à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L.4532-1 du code du travail, car l'effectif prévisible des travailleurs dépasse vingt (20) travailleurs à un moment quelconque des travaux et la durée excède trente (30) jours, tel que précisé à l'article R.4532-2 du code du travail.

Selon les dispositions de l'article R.4532-77 du code du travail, l'opération est soumise à la mise en place d'un collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

1.2 Décomposition de la mission en tranches et parties techniques

1.2.1 Décomposition en tranches

Le présent marché se décompose en plusieurs tranches :

- **Tranche ferme** : conception et réalisation/travaux pour la réalisation des installations techniques.
- **Tranche optionnelle n° 01** : conception et réalisation/travaux pour la réalisation des installations d'une base vie.
- **Tranche optionnelle n° 02** : conception et réalisation/travaux pour la construction d'un poste de transformation.

Le prestataire s'engage à réaliser les prestations suivant les tranches qui correspondent à chaque marché de travaux, au sens de l'article 20 du CCAG/PI, définies plus précisément dans l'article 2 du CCP, aux conditions de prix mentionnés à l'article 2 de l'acte d'engagement.

1.2.2 Décomposition en parties techniques

Sans objet.

1.3 Intervenants

1.3.1 Titulaire

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de "coordonnateur" dans les pièces du présent marché.

La sous-traitance est proscrite par dérogation à l'article 3.6 du CCAG/PI.

La(les) personne(s) physique(s) désignée(s) dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de coordination S.P.S. doit(doivent) en permanence posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le niveau minimal de compétence du coordonnateur S.P.S., conformément aux dispositions de l'article R. 4532-23 du code du travail est le suivant :

- **Niveau 2** : aptitude à coordonner toutes opérations.

La coordination S.P.S. sera assurée pour chaque tranche par les personnes physiques nommément désignées dans l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 3.4 du CCAG/PI afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner au moins un remplaçant et de faire figurer ses nom et références dans l'acte d'engagement.

Le coordonnateur et son suppléant devront fournir une attestation de formation en conformité avec le niveau de compétence requis pour cette mission.

Le changement de coordonnateur S.P.S. occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congrés ou autre) sera constaté par procès-verbal établi après la visite du chantier effectuée par le coordonnateur S.P.S. titulaire et le coordonnateur S.P.S. suppléant. Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le titulaire est tenu, par ailleurs de communiquer immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte :

- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son domicile ou siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent.

S'il ne respecte pas cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation de son marché à ses torts et frais et risques.

1.3.2 Maîtrise d'ouvrage – Acheteur

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'Etat :
Ministère chargé des outre-mer – RSMA-Pf.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/PI, dès la notification du marché, l'acheteur désignera la ou les personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

1.3.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'État, tel que défini ci-après :

La maîtrise d'œuvre sera assurée par la direction des travaux d'infrastructure (DTI) du RSMA-Pf – maîtrise d'œuvre, représentée par son directeur ou son adjoint, BP 9488 - 98716 PIRAE, avec l'assistance technique de la direction des commissariats d'outre-mer en Polynésie française (DICOM.Pf) BP 9420 - 98715 PAPEETE CMP.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

1.3.4 Ordonnancement – Pilotage et coordination

L'OPC de l'opération citée à l'article 1.1 ci-dessus est assurée par :

- La DTI, représentée par les TSEF 2 CL Mathilde DOUVILLE et TSEF 2 CL Christophe SULEK pour les travaux suivants :
 - **création d'une base vie,**
 - **construction d'un poste de transformation/Groupe électrogène.**
- Un maître d'œuvre privé pour les travaux suivants :
 - **création des installations techniques.**

1.4 **Travaux intéressant le ministère chargé des Outre-mer**

1.4.1 Obligations de discrétion

Tout coordonnateur ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission de coordination et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études et travaux coordonnés.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion d'un coordonnateur, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.4.2 Mesures de sécurité propres

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/PI et aux points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Contraintes réglementaires :

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître de l'ouvrage en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.

Information sur la diffusion restreinte de certaines informations :

Le candidat est informé de la possibilité que certaines informations qui, sans relever du secret défense, soient identifiées « DIFFUSION RESTREINTE » ou présentent une sensibilité telle

qu'elles justifient la prise de protections particulières ou spécifiques, et ne pourront en aucun cas être communiquées à toute personne n'ayant pas besoin d'en prendre connaissance.

1.5 Développement durable

Tout chantier génère des impacts et nuisances sur l'environnement : production de déchets (non dangereux, dangereux et inertes), atteinte à la biodiversité, bruit, poussière, consommation d'énergie ...

Face à ce constat, la DTI demande à tous les acteurs du présent marché de trouver des solutions pratiques à mettre en œuvre et définir des prescriptions simples pour limiter l'impact sur l'environnement conformément à la réglementation, tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles.

Cette charte « chantier responsable » est une démarche participative et partagée. Elle permet à tous d'avoir les mêmes objectifs :

- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge,
- limiter les impacts sur la biodiversité et, d'une manière plus générale, sur les milieux,
- avoir un document de référence soutenu par l'ensemble de la profession (entreprises, bureaux d'étude, maîtres d'œuvre, conducteurs d'opération ...) et des maîtres d'ouvrage.

Ainsi, pour la mise en œuvre de bonnes pratiques **dès le début du chantier jusqu'à la fin de ce dernier (phase de repli)**, la DTI demande au titulaire :

- d'identifier un référent pour cette démarche de chantier responsable ;
- de présenter à la remise de son offre, tout justificatif démontrant la mise en œuvre des dispositions mentionnées dans ce CCP.
- de poursuivre son engagement au cours de l'exécution du présent marché, et de le justifier par tout moyen.

En cas d'absence de démarche responsable significative, l'acheteur peut résilier le marché conformément au CCAG de référence.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Le présent cahier des clauses particulières vaut cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières. L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

Par dérogation au 4.1 du CCAG/PI, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

A - Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- l'état des prix forfaitaires ;

- le mémoire justificatif.

B - Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI.),
- le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Ce mois est défini à l'article 9.4.2 du présent CCP.

ARTICLE 3. CONTENU DE LA MISSION

3.1 Principes généraux et étendue de la mission de coordination

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée. Les principes généraux d'intervention du coordonnateur sont définis par les articles L 4531-1, L 4532-2, L 4532-18 du code du travail.

Le coordonnateur intervient sur tout chantier ou futur chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, sous-traitants inclus.

Sa mission vise à prévenir les risques résultant des travaux simultanés ou successifs d'intervenants indépendants et à prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

L'intervention du coordonnateur S.P.S. ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

3.2 Contenu de la mission

La mission de coordination SPS définie au présent marché porte sur les parties suivantes de l'opération :

3.2.1 Partie Conception

Le coordonnateur a pour mission de :

- **Proposer** au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants à l'opération. Le maître d'ouvrage arrête sur cette base un document joint aux contrats qu'ils concluent avec ceux-ci ;
- **Ouvrir** le registre-journal (**RJ**) de la coordination dès la signature du contrat de coordination et, conformément aux articles R. 4532-38, R. 4532-39 et R. 4532-40 du code du travail, y porter au fur et à mesure du déroulement de l'opération les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant. Ces observations sont visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles.

En phase de conception, y sont spécialement consignés, les avis émis sur les dossiers

d'études et les suites qui leur sont données.

- **Analyser** les dossiers établis par le maître de l'ouvrage et formuler éventuellement ses observations (état néant éventuel);
- **Déterminer** les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier;
- **Participer** aux réunions le concernant, donner son avis sur les documents et remettre à l'issue un rapport d'analyse des risques. Les réunions de conception se dérouleront dans les locaux du maître d'ouvrage;
- **Visiter** le site du chantier et définir les aménagements nécessaires de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) avec le maître d'oeuvre ou son représentant;
- **Elaborer** et adapter le plan général de coordination (**PGC**) en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PGC SPS). En plus des renseignements, mesures et modalités mentionnées par l'article R. 4532-44, R. 4532-45 et R. 4532-46 du code du travail, il inclut les informations concernant l'entreprise d'accueil du protocole de sécurité défini par arrêté du 26/04/96 (J.O. du 08/05/96) ayant pour objet l'adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure;
- **Initier** l'élaboration du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (**DIUO**). Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage;
- **Assurer** le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent;

3.2.2 Partie Réalisation / Travaux

Pendant la phase de réalisation des travaux, le coordonnateur a pour mission de :

- **Veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 du code du travail soient effectivement mis en œuvre;
- **Tenir à jour et conserver** (en permanence sur le chantier) le registre-journal de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
 - o Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues aux articles R. 4532-12, R. 4532-13 et R. 4532-38 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés;
 - o Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles;
 - o Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au représentant du

maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

- **Tenir à jour et adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) notamment :
 - o En le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
 - o En intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

- **Faire établir** par les intervenants du chantier et **harmoniser** les plans particuliers de sécurité et protection de la santé (PPSPS). Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier.
Le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail.
- **Définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- **Organiser** entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- **Veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- **Procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires

et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;

- **Communiquer** aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leur(s) salarié(s), ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **Participer** à la première partie de chaque réunion de chantier destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations ;
- **Proposer** les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- **Assurer** une présence régulière sur le chantier. Cette présence doit être consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le maître d'ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître d'ouvrage si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises. Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées ;
- **Compléter** le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier. Ce dossier est remis par le coordonnateur SPS en titre au maître de l'ouvrage à la réception des travaux objets de la présente mission de coordination SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une copie de ce procès-verbal est jointe au registre-journal ;
- Au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation, **constater** la validité des mesures définies dans le DIUO et si besoin, **adapter** le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement.
- **Conserver** le registre journal de la coordination pendant cinq (5) ans, à compter de la réception des ouvrages.

ARTICLE 4. AUTORITE, MOYENS ET OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SPS

4.1 Le maître d'ouvrage s'engage :

- A informer les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ;
- A fournir la notice obligatoirement jointe aux marchés des différentes entreprises définissant les modalités pratiques de coopération avec le coordonnateur (art R. 4532-6 code du travail) ;

- A fournir au coordonnateur, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative, et notamment le dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès qu'il est établi, afin de finaliser le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Les documents relatifs aux phases d'avant projet et de préparation du contrat de travaux seront transmis pour avis avant leur approbation ;
- A donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au coordonnateur pour l'exercice de sa mission ;
- A prévenir le coordonnateur de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes-rendus de réunion ; il assiste aux dites réunions s'il le désire sans qu'une convocation formelle lui soit au préalable nécessairement adressée ;
- A fournir au coordonnateur la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier, l'informer des mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le PGCSPPS (cat 1 et 2) ;
- A permettre au coordonnateur de consulter le(s) DIUO existant(s) dès avant le commencement de sa mission. Le coordonnateur pourra en reproduire tout ou partie dès la notification de son marché ;
- A informer le coordonnateur de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG travaux.

Moyens matériels :

Le coordonnateur SPS pourra disposer des installations de chantier mis en place par l'entreprise désignée par le maître d'œuvre au titre des marchés des travaux.

Les communications téléphoniques du coordonnateur SPS sont à sa charge.

4.2 Autorité , moyens et obligations du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS est autorisé à accéder au chantier sous réserve de l'obtention des accès nécessaire définis à l'article 1.5.2. Il peut requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

En cas d'anomalie constatée, de violation par tout intervenant des mesures de coordination SPS qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires, le coordonnateur procède sans délai de la manière progressive suivante :

- Remarque verbale ;
- Remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste ;
- Remarque en réunion hebdomadaire de chantier avec mention portée au RJC en cas d'absence de réaction ;
- Demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec inscription au RJC.

Danger grave et imminent :

En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites sur le chantier menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le maître de l'ouvrage autorise le coordonnateur à arrêter

le chantier partiellement ou totalement, et à prendre les mesures conservatoires adaptées ainsi que celles nécessaires pour supprimer le danger.

Dans une telle situation le coordonnateur informe dans les plus brefs délais :

- Le maître d'ouvrage ;
- Le maître d'œuvre ;
- La ou les entreprises concernées.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Litige :

Tout différend entre le coordonnateur et les autres intervenants dans l'opération, y compris le maître d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

Information du coordonnateur :

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre, le responsable OPC et le bureau de contrôle technique, tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission et notamment tout document qu'il juge utile pour examiner les PPSPS.

Visites inopinées :

Ces visites sont organisées à l'initiative du coordonnateur en fonction des phases importantes du chantier. Ces visites inopinées sont consacrées à l'inspection du chantier et au contrôle des mesures prévues, étant entendu que le créneau horaire prévu pour cette visite inopinée est parfaitement distinct de celui consacré à la réunion de chantier.

Il effectue la visite, seul ou accompagné de l'acheteur si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentants d'entreprises.

Un compte-rendu de visite est porté sur le registre journal de la coordination, il précisera le temps de visite, son objet, les observations. Le coordonnateur présentera impérativement (sous réserve de mise en pénalité), le registre journal au maître d'ouvrage une fois par mois.

Points importants :

Le temps de trajet n'entre pas en compte pour le nombre d'heures consacrées aux prestations. Les visites inopinées devront être obligatoirement effectuées à des jours et horaires différents chaque semaine. Néanmoins, le maître d'ouvrage tolère la répétition sur une durée maximale de deux semaines.

Les visites inopinées et les participations aux réunions de chantier se feront obligatoirement par alternance. Elles ne peuvent se cumuler dans la même semaine.

4.3 Présence sur chantier du coordonnateur SPS

Durant toute la durée du marché de travaux, l'entreprise titulaire du marché devra assurer, au minimum, la visite du coordonnateur SPS, (titulaire ou suppléant désigné), suivant les conditions suivantes :

- Visite de chantier inopinée : **deux (2) fois par mois**, selon les dispositions de l'article 4.2 du présent C.C.P.,
- Visite de chantier à chaque réunion de chantier (hors réunions hebdomadaire) où la présence du coordonnateur SPS **est demandée** par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage des marchés de travaux.

- **Réunion de chantier** : le titulaire sera présent aux réunions de chantier organisées de façon hebdomadaire.

En cas d'absence non excusée par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage des marchés de travaux, le titulaire encourra l'application des pénalités mentionnées à l'article 10 du présent C.C.P.

Le coordonnateur SPS doit transmettre par tout moyen écrit, et par visite, **une copie de l'extrait du registre journal de coordination (RJC)** au maître d'œuvre, et au maître d'ouvrage **dans les 3 jours ouvrables.**

ARTICLE 5. NATURE DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

5.1 Modalités

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le PGCSPPS est intégré aux documents contractuels constituant le marché de l'entreprise intervenant dans l'opération concernée.

5.2 Contenu

Il comporte notamment :

- 1) Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- 2) Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.
- 3) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales ;
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- 4) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment pour les opérations de déconstruction, les dispositions prises par le maître d'œuvre pour établir des conditions telles que les travaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail.

- 5) Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évaluation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
- 6) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.
- 7) Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordonnateur SPS pendant toute la durée du chantier est remis au maître d'ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre journal de la coordination.

ARTICLE 6. REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

6.1 Modalités

Le coordonnateur SPS ouvre un registre journal de la coordination (R.J.C.) pour le maître d'ouvrage.

Le R.J.C. est conservé par le coordonnateur SPS pendant cinq (5) ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

6.2 Contenu

Le coordonnateur SPS consigne sur le R.J.C. au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- 1) Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues à l'article 3.2. du présent document qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- 2) Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- 3) Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention et tenue à jour.

- 4) Le procès verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

Il présente le R.J.C. sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou à son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale en matière de prévention des risques professionnels.

Une copie de chaque registre journal de coordination sera consignée dans un des locaux du chantier, afin de pouvoir être consulté à tout moment.

ARTICLE 7. DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE

7.1 Modalités

Au fur et à mesure du déroulement des missions conception et réalisation, le coordonnateur SPS établit et complète le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.) prévu à

l'article L 4532-16 du Code du travail en rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

7.2 Contenu

Le D.I.U.O rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le D.I.U.O. sera complété par un plan schématique de l'implantation des ouvrages à risques (seront indiqués l'accessibilité, les moyens de protection ou de manipulation à mettre en œuvre.)

Chaque intervention ultérieure sera présentée sous forme d'une fiche répertoriée. Elle comportera pour chaque risque au minimum les informations ci après :

- La nature du risque ;
- Le type de mesure de prévention correspondante (mesures intégrées à l'ouvrage ou rapportées) ;
- Le référentiel.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis par le coordonnateur SPS, à la réception du dernier marché de travaux pour lequel le coordonnateur a été soumissionné ou au plus tard 15 jours après la transmission du DOE par l'entreprise. La transmission du DIUO fait l'objet d'un procès verbal joint au dossier.

ARTICLE 8. DELAIS

8.1 Durée des missions

Tranche ferme: conception et réalisation/travaux pour la réalisation des installations techniques.

La tranche ferme a une durée globale estimée à neuf (9) mois :

- 1 mois pour la phase de conception,
- 8 mois pour la phase de réalisation.

Tranche optionnelle n° 01: Conception et Réalisation/Travaux pour la réalisation des installations d'une base vie.

La tranche optionnelle n° 01 a une durée globale estimée à cinq (5) mois :

- 1 mois pour la phase de conception,
- 4 mois pour la phase de réalisation.

Tranche optionnelle n° 02 : conception et réalisation/travaux pour la construction d'un poste de transformation.

La tranche optionnelle n° 02 a une durée globale estimée à quatre (4) mois :

- 1 mois pour la phase de conception,
- 3 mois pour la phase de réalisation.

8.2 Délais d'intervention du coordonnateur

Les stipulations concernant les délais d'intervention du coordonnateur sont précisées ci-dessous :

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG/PI, il n'existe pas de délai global d'exécution du marché mais des délais particuliers définis comme suit :

Partie technique concernée	Prestations à charge du CSPS	délai	Point de départ du délai
PT 01 Conception	Remise du PGCSPS	30 jours	A compter de l'OS de demande de remise du PGCSPS
	Avis sur les documents d'étude transmis par le maître d'ouvrage	7 jours	A compter de la date d'accuser réception de la demande
	Mise à jour des documents remis suite à remarque du maître d'ouvrage	7 jours	A compter de la date d'accuser réception de la demande de prise en compte des remarques du maître d'ouvrage
PT 02 Réalisation	Transmission d'une copie de l'extrait de visite du registre journal de coordination / Compte-rendu de réunion de chantier	5 jours	A compter de la date de visite de chantier
	Remise du DIUO	30 jours	A compter de la date de réception des DOE transmis par le maître d'ouvrage

Les prestations de la partie technique 01 – **Conception** débutent à la notification du marché.

Les prestations de la partie technique 02 – **Réalisation** débutent au démarrage de la période de préparation du marché de travaux.

ARTICLE 9. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Contenu des prix – mode d'évaluation des prestations

Les prix du marché sont hors TVA, auxquels viennent s'ajouter les taxes fiscales et/ou parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ils sont réputés complets et comprennent notamment :

- La période de recouvrement lors des changements éventuels de coordonnateurs, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;

- Le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites d'inspection communes et la participation aux réunions de chantier ;
- Les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- Les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- Les frais de fourniture au maître d'ouvrage d'une copie certifiée conforme du registre-journal de coordination ;
- Les frais découlant des restrictions d'accès au site ;
- Les conditions de présence précisées à l'article 4.3 du CCP ;
- Les interventions (visites, réunions, présence) du coordinateur SPS.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par l'application de prix forfaitaires. Le détail des prix est décrit dans « l'état des prix forfaitaires » constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

9.2 Avance

9.2.1 Condition de l'avance

Titulaire du marché :

Conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le délai d'exécution du marché est supérieur à douze (12) mois une avance de 10 % est versée au prestataire quel que soit le montant du marché. A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le prestataire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

En application de l'article 11, Option A du CCAG/PI, cette avance sera versée au prestataire du marché quelle que soit la définition du prestataire au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

Cette avance n'est due au prestataire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance bénéficiant du paiement direct.

Sous-traitant :

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, lorsque le montant de l'acte de sous-traitance est égal ou supérieur à 10 % du montant total du marché, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour chaque sous-traitant, le prestataire joint en double exemplaire à sa demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que la taxe qui est incluse dans cette somme.

NOTA : *Un sous-traitant ne peut intervenir que sous réserve que le pouvoir adjudicateur/acheteur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement.*

9.2.2 Modalités de calcul et de remboursement de l'avance

Le remboursement pourra débuter lorsque le montant des prestations effectuées par le prestataire atteint **60 %** des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le prestataire aura atteint **80 %** des montants TTC.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification du marché.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le prestataire. Le prestataire prend ce

versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'acte d'engagement.

9.2.3 Paiement de l'avance

Conformément à l'article R.2192-4 du code de la commande publique, le paiement de l'avance intervient sans formalités, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du présent marché.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

9.3 **Règlement des comptes**

Pour chaque partie technique, le règlement des sommes dûes au titulaire fera l'objet de paiements partiels définitifs, le cas échéant d'acomptes puis d'un solde conformément aux articles R. 2191-20 à R. 2191-26 du code de la commande publique.

La demande de paiement est établie par le titulaire.

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur/acheteur établit le montant de l'acompte à verser au titulaire. Il tient compte de l'effet de la variation prévue par l'article 9.4 du C.C.P ainsi que des pénalités et réfections applicables.

9.4 **Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

9.4.1 Forme des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-dessous.

9.4.2 Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG/PI, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, le mois à prendre en compte est le mois de la date de remise de l'offre finale.

9.4.3 Choix de l'index de référence

INGENIERIE BSO 08.2- Travaux d'ingénierie **hors** Tahiti et Moorea publié par l'institut de la statistique de polynésie française (ISPF).

9.4.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle **I₀** et **I_n** sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois **zéro** et au mois **n** d'exécution des prestations.

La valeur finale de l'index de référence I à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

9.4.5 Application de la TVA

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

9.5 Délai global de paiement

L'acheteur paie les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de **trente (30) jours** conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2192-11 à R. 2192-23 du code de la commande publique. Le paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde interviendra dans un délai maximum de **trente (30) jours**.

Suspension du délai global de paiement :

Pour les acomptes, les paiements partiels définitifs et le solde, en cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, l'acheteur peut interrompre le délai de paiement en application des articles R. 2192-27 à R. 2192-30 du code de la commande publique.

9.6 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à partir du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Les intérêts moratoires sont déterminés hors taxes.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent marché est calculé selon la réglementation en vigueur.

9.7 Retenue de garantie

Sans objet

9.8 Nantissement

L'acheteur délivrera au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créances sera directement notifiée au comptable assignataire de l'établissement cessionnaire.

ARTICLE 10. DELAIS - PÉNALITES DE RETARD

Les stipulations de l'article 14.1 et 14.2 CCAG/PI sont applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités (retard et violation des obligations) ne peut excéder **20 %** du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, quelque soit le montant des pénalités encourues, il n'y a pas d'exonération de pénalité.

10.1 Pénalités pour retard dans la remise de document

Les stipulations de l'article 14.1 du CCAG/PI sont applicables. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document au maître au maître d'ouvrage et la date limite prévue.

10.2 Pénalités pour absence aux réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence non excusée aux réunions de chantier où il aura été dûment convoqué par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **soixante mille (60 000) XPF HT** par réunion.

10.3 Pénalités pour non visite du chantier

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence non excusée aux visites de chantier effectuées conformément aux stipulations de l'article 4.3 du présent CCP, le coordonnateur SPS se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **soixante mille (60 000) XPF HT** par visite.

ARTICLE 11. ARRET DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG/PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques définies à l'article 1.2.2 du CCP. La décision d'arrêter l'exécution ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12. RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché dans les cas suivants :

- en cas d'appel d'offres de marché de travaux déclaré sans suite ou infructueux,
- en cas de résiliation du marché de travaux.

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 40 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché par l'acheteur pour motif d'intérêt général.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché pourra être résilié aux frais et risques du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

ARTICLE 13. ADMISSION DES PRESTATIONS – REGIME DES RESULTATS

13.1 Remise des documents

Les documents à remettre en 3 exemplaires papier et une version numérique (clé USB) par le titulaire sont les suivants :

- DIUO ;
- P.P.S.P.S. ;
- Copie certifiée conforme du R.J.C. ;
- PGC actualisé.

13.2 Admission des prestations

L'admission des prestations de chaque partie technique ne peut intervenir qu'après remise complète des documents s'y afférant et de leur vérification, conformément à l'article 28 du CCAG/PI.

L'admission des prestations fera l'objet d'une décision de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, l'admission des prestations prendra effet à la date de remise des documents objet de la décision d'admission des prestations.

13.3 Transfert de propriété – Régime des résultats

La réception entérine de droit le transfert de propriété, hormis le registre journal qui doit être conservé durant cinq ans par le coordonnateur SPS de la phase réalisation à partir de la date de réception de l'ouvrage.

Le régime des résultats est conforme aux dispositions de l'article 35 du CCAG/PI.

ARTICLE 14. DOCUMENTS A PRODUIRE

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les **6 (six) mois** et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être transmises par courrier ou par dématérialisation.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 12 (résiliation du marché) du présent CCP.

ARTICLE 15. ASSURANCE

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le coordonnateur doit justifier qu'il a contracté (en fournissant une copie du contrat et de ses avenants éventuels) une assurance permettant de garantir sa

responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite de sa mission.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du cahier des clauses particulières (CCP) sont apportées aux articles suivants du CCAG-Prestations intellectuelles :

- CCP article 1.3.1 déroge à l'article 3.6 du CCAG/PI,
- CCP article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI,
- CCP article 8.2 déroge à l'article 13.1 du CCAG/PI,
- CCP article 9.4.2 déroge aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG/PI,
- CCP article 10 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI,
- CCP article 10.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG/PI,
- CCP article 10.3 déroge à l'article 14.1 du CCAG/PI,
- CCP article 12 déroge à l'article 40 du CCAG/PI,
- CCP article 13.2 déroge à l'article 29.1 du CCAG PI.
